



Presse

Lu pour vous



Mardi 6 avril 2022

Vendée : Alternative Police CFDT déboule dans le paysage syndical et avance ses pions

La police vendéenne compte désormais un nouvel acteur syndical : Alternative Police CFDT. Sa secrétaire départementale, Linda Fagour a fait entendre ses revendications au préfet.

Du nouveau chez les syndicats de police. Après son arrivée à La Roche-sur-Yon en décembre 2020, Linda Fagour, chef d'une brigade de roulement, a décidé de créer une antenne d'Alternative police – CFDT. Un nouveau venu dans le champ syndical qui a déjà taillé des croupières à Unité SGP Police de Force ouvrière, [...].

Vendredi 1er avril, cette nouvelle entité a été présentée au préfet de la Vendée. L'occasion pour Linda Fagour, Patrick Chevrier, secrétaire départemental adjoint, et Yvon Guyonvarch, secrétaire national chargé de la province, de faire remonter quelques revendications du terrain. Notamment celles liées à la « pénurie d'effectifs ». Avec parfois « un seul équipage de deux fonctionnaires pour surveiller une circonscription de police comme La Roche-sur-Yon », a noirci la CFDT.

Pour le passage au 12 h 08

Pour remédier au problème, Alternative Police CFDT appelle de ses vœux la mise en place « du nouveau cycle de travail annoncé par le président de La République ». Avec des journées de 12 h 08 pour trois équipages, au lieu des journées à 8 h 10 avec un équipage, actuellement.

« On va travailler plus, mais on se déplacera moins. A l'année, on gagnera des jours. Le seul problème, c'est pour les nuiteux. Mais des solutions existent. Aux Sables, des sièges adaptés ont été mis en place dans la salle de repos. Ça semble convenir », assure Linda Fagour.

La secrétaire départementale en est persuadée : Cette réorganisation du service permettrait de bénéficier de 30 à 40 % de fonctionnaires en plus sur la voie publique.

Enfin, la délégation a appuyé auprès du préfet la demande concernant la revalorisation du budget lié à l'immobilier « en forte chute pour les services de police ». Selon le syndicat, « le préfet a reconnu cet aspect » et a promis d'être « attentif sur ce sujet lors du prochain plan de programmation des travaux ».